



Appel à communication
Journée doctorale en science politique
de l'Université Saint-Louis - Bruxelles
31 mai 2023

Au-delà des marges du politique
Objets, méthodes, limites

Comité d'organisation :

Loïc Cobut, Charlotte Dahin, Fanny Faccenda, Maxime Gaborit, Floriane Geels

Les dynamiques politiques des dernières décennies conduisent à penser la marginalité comme un enjeu central du politique. On constate ainsi l'émergence de revendications de mouvements jusqu'alors marginaux (Hardt et Negri, 2004), mais aussi le devenir-politique d'espaces jusqu'alors considérés comme impolitiques, à commencer par le quotidien (Pruvost, 2021). Les approches décoloniales et féministes, mais aussi le tournant ontologique (Descola, 2005) mettent en lumière ce qui était aux marges d'un savoir scientifique longtemps resté ethno-, andro- et européen-centré. Il devient alors possible de « provincialiser » ce savoir dominant (Chakrabarty, 2001), ouvrant la voie à une pluralité épistémique.

Pour autant, ce mouvement de démarginalisation n'a rien d'unilatéral. D'un côté, les phénomènes de démarginalisation peuvent être saisis comme une extension de la logique néolibérale, par la captation des formes de sa critique (Boltanski et Chiapello, 1999) ou par l'extension des espaces d'exception à l'ensemble du territoire (Agamben, 2003). De l'autre, ce mouvement est contrebalancé par un phénomène inverse de réaffirmation de formes radicales d'exclusion ou de marginalisation. Une pulsion « immunitaire » (Esposito, 2019) semble s'emparer des collectifs politiques pour lesquels un besoin de protection s'approfondit. Dans ce contexte, la question des formes de la marginalité, des processus et des degrés de marginalisation, reste d'actualité. Penser les marges du politique peut mener à une réflexion sur les marges de manœuvre au sens de Norbert Elias, au-delà de l'opposition idéologique entre liberté et déterminisme (1987) ou de ce qu'Erwin Goffman (1961, 1983) présente comme les stratégies des acteurs pour gérer les rôles et identités sociales. Il peut aussi s'agir de penser les différences entre les formes de marginalités acceptées et non acceptées, prolongeant le travail de Michel Foucault qui évoquait, pour les « marges de la législation », la différence entre la répression des marginalités populaires et les marginalités tolérées des classes dominantes (Foucault, 1975).

Cette journée doctorale vise à interroger la manière dont la réflexion et l'analyse *à partir des marges* offrent une possibilité de repenser nos recherches. En particulier, l'objectif est d'explorer les processus politiques, les rapports de force qui délimitent l'espace du dicible, du visible, du pensable

dans le développement de nos projets et l'exploration de nos terrains de recherche. Dans l'*Archéologie du Savoir*, Michel Foucault appelle de ses vœux une enquête qui fasse « l'histoire des à-côtés et des marges », analyse « des connaissances imparfaites » (Foucault, 2008 [1969], p. 195). Comme point d'accès, nous estimons donc pertinent de se plonger dans une dimension réflexive et de remettre en discussion ce que l'on entend par « marges » et « centres ». Ces méthodes ou approches théoriques nous aident-elles à penser les marges de nos recherches, de l'action étatique ou de l'agir politique ? Ce projet implique de questionner conjointement : les processus de marginalisation et ce qui est défini comme marginal; les formes de pensée et de recherche marginales; ainsi que les limites et les alternatives à la grammaire des marges.

Nous réfléchissons aux reconfigurations de la manière de lutter aux marges du politique, aux redéfinitions des concepts de frontières à l'aune de cette marginalisation, mais aussi des nouvelles formes du politique associées à ces hétérotopies (diasporas, etc.). Nous porterons une attention particulière à la manière dont les marges peuvent se poser comme résistantes, ou au contraire, être prises dans une logique d'intégration. L'enquête sur les processus de marginalisation et de démarginalisation peut fournir de riches outils heuristiques sur des participations politiques, en s'interrogeant sur les stratégies à partir desquelles des forces ou propositions politiques marginales parviennent à se centraliser.

Du point de vue des politiques publiques, il conviendra d'analyser les phénomènes de mise à l'agenda de thèmes ou de mesures politiques au cœur de l'action publique comme des potentielles (dé-)marginalisations de certaines thématiques. D'autres questions irrigueront cette réflexion : l'action publique peut-elle marginaliser certaines catégories de la population ? Certaines méthodes d'analyse de l'action publique nous invitent par exemple à décentrer nos regards et nos objets. Tel est le cas de l'interactionnisme du quotidien, se jouant par exemple entre bénéficiaire (marginalisé) d'une politique sociale et agent·e de terrain (Goffman, 1983) ou de l'ethnographie de l'action publique (Dubois, 2012). Pour d'autres (Zamora, 2019), il faut interroger les catégories mêmes de l'action publique, qui sont le produit de luttes de pouvoir et de « transformation des frontières symboliques entre les groupes sociaux » (2019, p. 10) et n'ont rien de naturel.

Troisièmement, dans nos terrains de recherche, on retrouve des acteurs, des comportements ou des questionnements en situation de marginalité politique, de subalternité ou encore d'illégitimité. Un questionnement autour des marges doit aller de pair avec une réflexion épistémologique. Définir ce que l'on entend par « marges » implique de nécessaires répercussions sur le mode de production et d'organisation des connaissances. Nous nous interrogerons sur la possibilité, et la pertinence pour nos recherches, d'épistémologies marginales. Penser marginalement nous permet d'ouvrir des espaces d'analyse, d'appropriation créative et de détournement de l'ordre établi ou de construction des espaces contre-hégémoniques ou narratifs qui questionnent des hiérarchies de pouvoir établies. Cette idée d'utiliser des perspectives non dominantes suggère de traverser ces espaces et de remettre en discussion ce qui est considéré comme *politique* dans nos terrains de recherche. En effet, il y a une différence entre d'un côté, étudier, comme objet, ce qui est à la marge et, de l'autre, s'intéresser à celles et ceux qui sont marginaux dans le contexte politique ou académique, voire inscrire son projet dans une perspective non dominante et/ou un cadre épistémologique non dominant (épistémologie féministe noire, épistémologies autochtones, approches intersectionnelles, etc.). Nous nous intéresserons à ce que la démarginalisation, justement, de certains cadres épistémologiques fait au savoir et aux processus étudiés. Comment créer sa propre marge dans les narrations dominantes ? Quel est l'impact de ces questionnements sur les protocoles d'enquête, quels sont les acteurs·trices ou sources à mobiliser ? Comment penser les marges de sa propre recherche ? Comment penser le politique dans la production scientifique et dans les manières de réfléchir sur les rapports de pouvoir ?

L'objectif de l'ensemble de nos axes sera donc d'interroger la façon dont l'articulation entre ce qui est central et marginal contribue à façonner les constats, les récits dominants, les prismes d'analyse, les méthodologies de travail et participe aux stratégies et aux tactiques de pérennisation ainsi que de contestation du pouvoir. Il s'agira de saisir les effets des luttes à travers lesquelles se joue, en pratique, cette distinction. Notre objectif est de comprendre la route, les points d'accès à ce qui est pensé marginalement. Toutefois, les effets politiques de cette centralisation des marges restent à éclaircir. Il conviendra également de réfléchir à la pertinence de penser en termes de marges du politique ? Marginalité et centralité sont-ils encore des concepts opérants ?

Notre réflexion s'articulera autour de plusieurs nœuds : quelles sont les différentes modalités de penser le politique et de remettre au centre de l'analyse des sources de savoir, des processus, des questionnements ou des acteurs qui sont considérés marginaux dans l'exploration des phénomènes politiques qui nous intéressent ? Comment penser les interactions entre chercheurs et acteurs qui participent à des expériences de résistance, de conflit, de subalternité ? Quels parcours et modes d'articuler ce qui fait centre et ce qui fait marge dans les situations politiques que l'on étudie ? Penser marginalement est en somme une manière de trouver un langage et des modalités de compréhension du politique et de ses phénomènes dans toute leur complexité. Trois axes orienteront cette réflexion sur les marges.

Axe 1 : Penser les mobilisations marginales

Le premier axe interroge les marges du politique au prisme du combat et des renégociations entre acteurs contestataires et forces politiques hégémoniques. Les mouvements sociaux, lorsqu'il s'agit de convertir en débat leurs propositions, sont marqués par une tension entre « ensauvagement des institutions » et « domestication de la contestation » (Neveu, 2011). C'est donc autour de la tension entre la « marge » comme *espace d'action*, et la marge comme *mise à l'écart* que se construit le questionnement de cet axe. L'objectif est d'apporter des contributions permettant de clarifier la marginalité et la marginalisation de certaines mobilisations sociales. Entre ZAD, occupations, désobéissance civile, les formes de contestation sont nombreuses dans ces nouvelles mobilisations « radicales et fluides » (Sénac, 2021) ou « sauvages » (Ogien, 2021). D'autres travaux visent également à visibiliser le caractère politique des acteurs non-humains (Balaud et Chopot 2021). Comment penser ainsi les marginalités ou les (dé) marginalisations des contestations ?

Toutefois, penser ces mouvements aux marges peut conduire à aplatir la réalité sociale en considérant un seul et unique centre, et en rendant difficile la compréhension de la multiplicité des dimensions de domination et de marginalisation. Au contraire, nous invitons ici à penser la pluralité des centres et de leurs à-côtés, dans un espace multi-dimensionnel plutôt que binaire. Comment ainsi penser ces mobilisations fréquemment considérées comme marginales, penser à *partir d'elles* nous impose-t-il une transformation sémantique ? Faut-il alors parler d'« Utopies Réelles » (E.O. Wright, [trad.] 2017) ? De politiques préfiguratives ? De possibles (Guégan et Jeanpierre, 2021) ?

Axe 2 : Faire l'analyse de la (non-) gouvernance des marges

Dans cet axe, on s'interroge sur la manière d'analyser les marges de l'action publique. Il s'agira de questionner les objets de la recherche en action publique, parfois trop centrée sur les institutions ou sur certains acteurs et processus dominants. Cet axe accueille l'ensemble des propositions souhaitant saisir comment certains processus ou catégories d'acteurs·trices viennent s'immiscer dans les modes d'administrer et de gouverner, ou au contraire comment les politiques publiques peuvent être créatrices de centres et de marges. En particulier, on envisage de réfléchir sur les marges sous différentes dimensions : marges de l'agenda politique et non-décisions, marginalisation comme conséquence de l'action publique, agir politique d'acteurs aux marges de

la sphère scientifique ou politique, ou encore les marges comme processus non gouvernés. On s'interrogera sur l'intérêt de saisir les interactions qui se jouent « à la marge », comme au guichet (Dubois, 2010) ou de redonner la parole aux acteurs et actrices considérés comme marginalisés ou aux marges de nos recherches. On pourra également réfléchir aux processus de démarginalisation de certains enjeux et propositions politiques, mais aussi aux enquêtes qui, en s'interrogeant sur le *cadre* ou paradigme des politiques publiques (Hall, 1993), donnent à voir la place des marges dans la prise de décision, en particulier des mouvements contestataires ou des expérimentations locales.

Penser les marges de l'action publique mène alors à une réflexion sur ses limites, et nous permet de réinterroger les politiques publiques ou sociales, sous forme de réflexions autour de la professionnalisation des marges, de leur institutionnalisation ou de leur gouvernance.

Axe 3 : Épistémologies des marges : sources, enquêtes et marginalités épistémiques

Cet axe vise à interroger la manière dont l'enquête à partir des marges offre une possibilité de renouveau de l'épistémologie politique et de la méthodologie de la recherche. Certaines marges, pensées sous forme de difficultés d'accès au terrain, d'(in) visibilité, ou de « manques » de sources ne sont plus problématisées. Cette naturalisation reflète la tendance à prendre les récits et acteurs dominants, ou les questions qui reflètent les intérêts des lignes politiques actuelles comme le seul prisme pour explorer les processus politiques qui nous intéressent. Pourtant, le savoir savant traditionnel dominant, et ses structures de validation, sont depuis longtemps critiqués en raison de leur tendance à privilégier les intérêts des « dominant·e·s », tout en excluant les expériences et les perspectives des personnes « marginalisées ». Inscrire son projet dans une perspective non dominante ou choisir de poser le regard sur des sources, des questionnements qui sont « à la marge » suggère de s'interroger sur les processus de construction et de validation du savoir qui régulent la délimitation et l'identification de ces marges. Cela suggère également de se demander quelles sont les différentes façons de construire nos données et méthodes de travail.

À partir de ces considérations, dans cette section, l'objectif est d'explorer ce que l'on considère comme central, familier, paradigmatique, dominant face à et ce qui reste plutôt négligé dans l'étude des phénomènes politiques qui nous intéressent, tant au niveau des thèmes que des méthodes de recherche. Les questionnements peuvent se décliner sous différentes dimensions : quelles sources sont prises en compte, accessibles, valorisées, et lesquelles sont au contraire exclues ? Comment notre position sociale influence-t-elle notre recherche ? Comment explorons-nous la construction matérielle et symbolique des marges et des catégories aux marges du politique ?

Proposer une communication :

Pour participer à ces journées doctorales, veuillez nous faire parvenir avant le 14 décembre 2022 à l'adresse suivante : floriane.geels@usaintlouis.be

- un titre, le nom des auteurs et l'email du contact
- un résumé de votre communication (500 mots), qui précise notamment comment celle-ci s'intègre à un ou plusieurs axes proposés dans cet appel.

Bibliographie indicative :

Agamben, G., État d'exception, Paris, Seuil, 2003.

Boltanski, L. et Chiapello, E., Le nouvel esprit du capitalisme, Paris, Gallimard, 1999.

Chamayou, G., *La société ingouvernable : Une généalogie du libéralisme autoritaire*, Paris, La Fabrique, 2019

Chakrabarty, D., *Provincialiser l'Europe : la pensée postcoloniale et la différence historique*, Paris, Editions Amsterdam, 2001.

Dardot, P., Laval, C., Mouhoud El Mouhoub, « 5. Mettre les marges au centre », dans : *Sauver Marx ? Empire, multitude, travail immatériel*, sous la direction de Dardot Pierre, Laval Christian, Mouhoud El Mouhoub. Paris, La Découverte, « Armillaire », 2007, p. 132-158.

Descola, P., *Par-delà Nature et Culture*, Paris, Gallimard, 2005.

Dubois, V., Chapitre 10 / Politiques au guichet, politique du guichet. in Borraz, O. et Guirandon, V., *Politiques Publiques*, Paris, Presses de Sciences Po, 2010, p. 265-285.

Dubois, V., « Ethnographier l'action publique. Les transformations de l'État social au prisme de l'enquête de terrain », *Gouvernement et action publique*, 1 (1), 2012, 83 -101.

Elias, N., *La société des individus*, Paris, Fayard, 1991 [1987].

Esposito, R., *Communauté, Immunité, Biopolitique, Repenser les termes de la politique*, Paris, Mimésis, 2019.

Foucault, M., *L'Archéologie du Savoir*, Paris, Gallimard, 2008 [1969].

Foucault, M., *Surveiller et Punir*, Paris, Gallimard, 1975.

Goffman, E., *Asylums: Essays on the social situation of mental patients and other inmates*. AldineTransaction, 1961.

Goffman, E., 'The Interaction Order: American Sociological Association, 1982 Presidential Address', *American Sociological Review*, 48(1), 1983, pp. 1-17.

Hardt, M. et Negri, A., *Multitude : Guerre et démocratie à l'âge de l'Empire*, Paris, La Découverte, 2004.

McCombs, M.E. and Shaw, D.L. (1972) 'The agenda-setting function of mass media', *Public opinion quarterly*, 36(2), pp. 176-187.

Neveu, C., « Démocratie participative et mouvements sociaux : entre domestication et ensauvagement ? [1] », *Participations*, 2011/1 (N° 1), p. 186-209.

Pruvost, G., *Quotidiens politiques*, Paris, La Découverte, 2021.

Wright, E. O., *Utopies réelles* (2010), trad. par V. Farnea et J. A. Peschanki, Paris, La Découverte, coll. L'horizon des possibles, 2017.

Zamora Vargas, D. (2019) *De l'égalité à la pauvreté : Une socio-histoire de l'assistance en Belgique (1895-2015)*. Editions de l'Université de Bruxelles.